

Loi de Finances 2014 rectificative

La politique du rabet continue!

Comme une mauvaise tradition qui se perpétue, c'est dans la torpeur estivale que la Loi de Finances 2014 rectificative a été publiée au Journal Officiel le 9 août.

Cette Loi de Finances, ainsi que la Loi de Finances de la Sécurité Sociale rectificative (*censurée pour la partie concernant la baisse des cotisations pour les plus faibles revenus*), participent aux décisions prises par le Gouvernement dans le cadre des 50 Milliards d'euros de baisse des dépenses publiques.

Dans ce schéma, les ministères économiques et financiers connaissent l'annulation de millions d'euros de crédits budgétaires. Ces amputations de moyens d'action vont au-delà de la réserve budgétaire.

		Crédits de paiement annulés
Gestion des Finances Publiques et des ressources Humaines		81 234 204
	Gestion fiscale et Financière de l'État et du secteur public local (<i>Programme 156</i>)	31 679 246
	Stratégie des Finances publiques et modernisation de l'État (<i>221</i>)	29 699 672
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financière (<i>218</i>)	9 635 995
	Facilitation et sécurisation des échanges (<i>302</i>)	5 325 570
	Entretien des bâtiments de l'État (<i>309</i>)	4 893 721
Économie		58 497 873
	Développement des entreprises et du tourisme (<i>134</i>)	20 220 000
	Statistiques et études économiques (<i>220</i>)	1 781 983
	Stratégie économique et fiscale (<i>305</i>)	6 495 890
	Innovation (<i>406</i>)	30 000 000

Encore une fois, à l'heure de la mise en oeuvre des plans stratégiques directionnels, **il va être demandé aux agents de faire encore plus avec encore moins de moyens !**

Dans ce contexte, les derniers mois de l'exercice budgétaire dans les services vont de nouveau voir s'aggraver des difficultés de fonctionnement et des retards dans les remboursements tels que les frais de déplacement.

FO Finances condamne cette politique de baisse des dépenses publiques qui a pour première conséquence d'aggraver les conditions de travail des agents, alors que dans le même temps tous les indicateurs démontrent que les usagers ont plus que jamais besoin d'un service public fort.

Elle est également un vecteur d'accentuation de la crise économique de notre pays.

Aujourd'hui, l'austérité généralisée dans les pays de la zone euro a pour résultat la quasi déflation, qui au final creuse encore un peu plus les déficits publics.

Force Ouvrière n'a de cesse de dénoncer cette politique économiquement et socialement suicidaire.

**PRIORITÉ
AUX AGENTS**